



Paris le 5 Mars 2018

## **Appel des organisations syndicales de la DGCCRF à la mobilisation du 22 mars 2018**

**Pour les missions de Service Public, l'emploi, le pouvoir d'achat, les droits et garanties...**

**Pour l'avenir de la DGCCRF et de ses agents...**

**Toutes et tous mobilisés le 22 mars 2018 !**

A l'évidence, le Président de la République, son gouvernement et sa majorité parlementaire demeurent sourds aux revendications portées, sous des formes multiples et diverses, par les personnels fonctionnaires et non titulaires de la Fonction Publique.

Ainsi, le gel de la valeur du point d'indice a été confirmé, le jour de carence rétabli, la CSG augmentée et mal compensée, les suppressions d'emplois sont poursuivies et ont notamment repris à la DGCCRF, les restrictions budgétaires sont amplifiées.

Pire encore, les annonces faites au terme du Comité Interministériel de la Transformation Publique du 1<sup>er</sup> février 2018 noircissent encore un peu plus un tableau pourtant déjà bien sombre.

- Alors que nous demandons l'augmentation significative de nos traitements, le gouvernement nous propose d'amplifier la rémunération au mérite.
- Alors que nous demandons un plan pluriannuel de recrutements de fonctionnaires et un plan de titularisation des non-titulaires, le gouvernement nous propose toujours plus de précarité par un recours amplifié aux contractuels.
- Alors que nous demandons que les citoyennes et les citoyens soient protégés par le renforcement des administrations et des missions de contrôle, le gouvernement nous propose de les déléguer, de les privatiser voire même de les abandonner.
- Alors que nous demandons que tous les publics soient accueillis par des services publics de pleine compétence et de proximité, le gouvernement nous propose de mettre fin aux missions d'accueil.
- Alors que nous demandons le renforcement des instances représentatives des personnels afin d'améliorer la gestion nationale des droits et garanties collectives ainsi que les conditions de travail, le gouvernement nous propose de mettre par terre les CHSCT et les CAP.

Enfin, les pouvoirs publics confirment leur volonté de diminuer d'au moins 60 milliards d'euros les dépenses publiques sur la durée du quinquennat et de supprimer 120.000 emplois de fonctionnaires dont 50.000 dans la Fonction Publique de l'Etat. A la DGCCRF, c'est 45 emplois en moins pour 2018.

Disons-le clairement, les administrations de Bercy, dont la DGCCRF et ses Laboratoires, seront tout particulièrement impactées par ce plan mortifère... **et par le programme Action Publique 2022 !**

**Nos organisations syndicales alertent les personnels sur les conséquences prévisibles des décisions qui seront prises par le « C.A.P. 2022 » (Comité d'Action Publique) pour la DGCCRF et le SCL : abandons et externalisations de missions, disparition d'implantations territoriales, mobilités forcées, poursuites des suppressions d'emplois.**

Face à la gravité de la situation, seule une mobilisation de grande ampleur des personnels de la DGCCRF, dans l'unité la plus large possible, pourra permettre d'imposer d'autres choix.

**C'est pourquoi nos organisations syndicales appellent les personnels  
à répondre massivement à l'appel à la mobilisation  
et à la grève prévue le 22 mars prochain  
et à participer aux manifestations qui seront organisées sur tout le territoire.**